



Direction de l'Animation et du
Développement du Territoire

N°C.B/E.T/F.C/I.D/2022/299

REPUBLIQUE FRANCAISE

#####

Liberté – Egalité – Fraternité

#####

DEPARTEMENT DE LA GUADELOUPE

#####

ARRETE DU MAIRE

Autorisant une occupation du domaine public

**Le Maire de la commune de Sainte-Anne ;
Conseiller Communautaire de la Communauté d'Agglomération « Riviera du
Levant » (C.A.R.L) ;
Conseiller départemental ;**

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment les articles L2212-1,
L2212-2, L2212-5 ;

Vu le Code général des propriétés des personnes publiques, et notamment les articles
L2125-1 et suivants;

Vu le Code de l'Environnement, et notamment les articles L322-9 et suivants ;

Vu la délibération en date du 08 juillet 2015 modifiant celle du 16 novembre 2006
portant fixation de la redevance pour occupation du domaine public ;

Vu l'arrêté en date du 31 juillet 2019 autorisant la collectivité à percevoir des redevances
sur le domaine public ;

Vu l'arrêté en date du 31 juillet 2019 portant désignation de monsieur Christian BAJOT
comme régisseur principal des recettes titulaire et madame Tania ETIENNE mandataire
régisseur d'avance des recettes des droits de places et stationnement du domaine public ;

Vu la demande de Madame Claudine LOUISE en date du 05 juillet 2022 ;

Considérant qu'il convient de définir et réglementer les conditions d'occupation du
domaine public formulées par Madame Claudine LOUISE dans le cadre du festival de
GwoKa ;

Après avis de la Direction de l'Animation et du Développement du Territoire ;

ARRETE

Article 1. - Objet

Madame Claudine LOUISE est autorisée à occuper un emplacement réservé au commerce
ambulante, sur l'Avenue Hégésippe Ibéné, du jeudi 07 juillet au jeudi 14 juillet 2022.

Article 2. – Contrôle

Madame Claudine LOUISE est tenue en toutes circonstances de laisser le libre accès aux agents de la collectivité sur le lieu d'implantation de son activité, pour tout contrôle que la commune de Sainte-Anne jugera bon d'effectuer.

Article 3.- Redevance

Madame Claudine LOUISE, devra s'acquitter au régisseur de recettes des droits de place et stationnement des redevances dues, liées au bénéfice de l'AOT concédée par la commune. Cette redevance est due dès le début de l'occupation temporaire, sachant que le prix fixé par délibération est de 15 euros par jour. Dans le cas où l'intéressée ne s'acquitterait pas des redevances avant la manifestation, la présente autorisation deviendrait caduque.

Article 4.- Durée

La durée de l'occupation est fixée du :

- Jeudi 07 juillet au jeudi 14 juillet 2022.

Article 5. - Site et conditions de pratique de l'activité

La vente ambulante se déroulera sur un emplacement situé face au village artisanal selon les conditions des articles du présent arrêté. Conformément à la législation, dans le cadre de son activité, Madame Claudine LOUISE devra strictement se conformer à la vente des produits inscrits sur sa carte de commerçant ambulant.

Article 6. - Obligations à la charge de l'occupant

Madame Claudine LOUISE est tenue de faire évacuer le lieu dans le cas où la commune de Sainte-Anne serait elle-même organisatrice d'une manifestation, ou dans le cas où des travaux d'intérêt général devraient être exécutés. La collectivité informera le titulaire dans les meilleurs délais.

Article 7. - Assurance

Madame Claudine LOUISE est tenue de détenir toutes les assurances incombant à son activité et aux événements afférents à la tenue de son événement. Elle est en mesure de produire toutes justifications sur simple demande de la ville.

La bénéficiaire de l'AOT sera entièrement et exclusivement responsable, tant envers la commune de Sainte-Anne, qu'envers les tiers de tous dommages causés par la tenue de l'événement.

En aucun cas la commune ne pourra être mise en cause dans les procès que le bénéficiaire de l'AOT aurait à soutenir contre les tiers, quels qu'en soient les motifs, la nature et l'origine.

Article 8. - Propreté

Madame Claudine LOUISE est tenue de garder le lieu occupé en parfait état de propreté et de s'assurer qu'à son départ aucun déchet ne soit laissé sur place.

Article 9. - Limitation des nuisances sonores

Madame Claudine LOUISE est tenue de respecter la réglementation en matière de bruit. La sonorisation des espaces est strictement interdite sauf autorisation spéciale du Maire.

Article 10. - Exécution

Madame Claudine LOUISE, le Directeur Général des Services, le Chef de la Police Municipale, le directeur de l'animation et du développement du territoire par intérim sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et notifié partout où besoin sera.

Il pourra faire l'objet d'un recours gracieux et d'un recours contentieux près du tribunal administratif de la Guadeloupe, dans les deux mois suivant sa notification et son affichage en Mairie.

Une copie du présent arrêté est transmise à la gendarmerie de Sainte-Anne pour information.

Sainte-Anne, le

08 JUL. 2022

P/LE MAIRE EMPÊCHÉ

~~Le Maire,~~

La 1^{ère} adjointe au maire
Lydia FAKO COURIOLE

Christian BAPTISTE



